Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EST-ELLE COUPABLE ?

Sébastien Podevyn-Menant

15/06/2020

Parler de « social-démocratie » fait-il encore sens ? La victoire d'Emmanuel Macron en 2017 et le besoin de radicalité qui s'est exprimé à différentes reprises dans le pays ne la rendent-ils pas tout simplement obsolète ? Sébastien Podevyn livre son analyse.

Dans la période de décomposition politique que nous traversons, la social-démocratie incarne une forme de défaite de l'idéologie progressiste, accusée d'avoir abandonné ses idéaux comme sa raison d'être. Il est vrai qu'elle accumule les déconvenues depuis le début du siècle : incapable de se réinventer après la défaite de Lionel Jospin en 2002, au cœur des oppositions entre les différents courants de la gauche de gouvernement dans le précédent quinquennat, marginalisée dans la dynamique lancée par l'actuel président de la République, elle ne semble plus en mesure de proposer un projet politique désirable. Il serait possible d'avancer des raisons conjoncturelles à ce discrédit – mauvaise qualité du personnel politique, contexte politique défavorable ou encore ingratitude de l'électorat. Mais une autre analyse, structurelle, peut également être avancée pour expliquer l'essoufflement de la tâche historique de la social-démocratie à apparaître capable, ici et maintenant, d'incarner un chemin pour nombre de Français. Cette note propose de s'arrêter sur les causes de cet essoufflement et de réfléchir aux chantiers à engager pour tirer les enseignements de celui-ci, dans l'hypothèse d'une refondation de la famille réformiste. Plus fondamentalement, il s'agit également d'évoquer la complexité de notre époque et la manière de l'intégrer, d'abord pour proposer une grille de lecture du monde dans lequel nous évoluons, ensuite pour l'intégrer dans une doctrine à venir.

Définir la social-démocratie à la française

Un triple compromis progressiste

Définir la social-démocratie n'est pas chose aisée, et c'est déjà une forme intrinsèque de faiblesse. Nous pourrions reprendre la définition avancée par le regretté Henri Weber qui évoquait une « synthèse entre la critique marxiste du capitalisme et ses contre-propositions et l'intégration de

l'apport du libéralisme politique et culturel ». Ce qui est entendable est qu'il s'agit d'un système complet, associant une méthode – certains disent un contenant – à des contenus, le tout s'inscrivant dans une dynamique historique. Le parti pris de la présente note est de s'intéresser plus particulièrement à l'articulation entre la méthode et la dynamique historique, le contenu pouvant être ici entendu comme un équilibre entre niveaux élevés d'initiative et de redistribution permettant la mise en place de couvertures collectives importantes et la garantie d'un pouvoir d'achat suffisant.

Concernant la méthode, celle-ci s'appuie sur un triple compromis, comme l'avançait Jacques Delors : entre le travail et le capital, en s'appuyant sur la négociation au sein des corps intermédiaires, entre l'État et le marché, avec l'ambition d'offrir aux individus un haut niveau de justice sociale sans pour autant se passer de certains avantages du capitalisme comme, par exemple, l'incitation à l'innovation et entre la liberté et la solidarité, en équilibrant dynamiques sociétale et sociale.

Ce compromis était lui-même soumis au respect des valeurs progressistes portées par la modernité occidentale, faisant de la social-démocratie un outil au service de l'émancipation des individus. Agissant sur des entités constituées, conscientes de leurs droits et de leurs attentes, ce compromis visait à trouver un point central permettant de faire avancer des groupes aux intérêts divergents.

Des spécificités bien françaises

La réussite de cette articulation entre triple compromis et émancipation repose dans les faits sur un certain nombre de facteurs comme, notamment, un niveau élevé de syndicalisation ou encore des partis de masse permettant un rapport de force constant avec les détenteurs de l'appareil productif et du capital. Or, sur ces deux aspects, notre pays souffre d'une situation singulière qui en rend difficile la réalisation.

Le taux de syndicalisation ne cesse de baisser depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, exceptée durant la période 1958-1976. Pis, il a été divisé par deux entre 1978 et 1987 puis à nouveau entre 1988 et 2009, deux périodes durant lesquelles la gauche a exercé des responsabilités au plus haut niveau… Avec 11% de syndiqués, la France est donc bien loin des 60% enregistrés dans les pays scandinaves. À cela s'ajoute la très faible participation aux élections professionnelles, 42,8% des inscrits sur les derniers scrutins, mais avec 7,35% de participation aux élections de janvier 2017 dans les TPE (très petites entreprises) et PME (petites ou moyennes entreprises).

Concernant les partis de masse, la dynamique est la même et il n'est même plus possible de se fier aux chiffres avancés par les organisations politiques sans y appliquer d'importants coefficients rectificateurs. Cette faiblesse des partis de masse vient s'adjoindre à celle des syndicats, faisant de ces organisations des acteurs peu légitimes de la réalisation du compromis social-démocrate.

À cette explication quasi organisationnelle doit s'ajouter un autre angle de réflexion sur la situation de la social-démocratie en France, celle de sa difficulté à répondre aux grands défis des époques qu'elle traverse.

La fin de la social-démocratie est actée

L'impact des grands mouvements de la seconde partie du XX^{e} siècle

Ce qui peut être réellement reproché à la social-démocratie réside dans l'absence de mise à jour de son triple compromis et de sa vision du progrès face aux puissants processus politiques, économiques, sociaux et sociétaux de la seconde moitié du XX^{e} siècle.

En premier lieu, la supranationalisation (avec l'Union européenne) qui, en déplaçant une partie de la décision publique à l'extérieur de la sphère nationale, imposait une réorganisation des familles de pensée à un niveau européen et sur la base d'une vision politique acceptable par toutes leurs composantes. De ce point de vue, l'élargissement a empêché la mise en œuvre de cette réorganisation en rendant quasiment impossible le point d'équilibre entre toutes les visions nationales d'une même famille de pensée. Les sociaux-démocrates, tout en ayant intégré cette nouvelle dynamique supranationale, se sont trouvés piégés par cette incapacité à organiser leur famille politique à l'échelle européenne.

En second lieu, la décentralisation, alors qu'elle aurait pu constituer une nouvelle étape pour la social-démocratie, ne s'est pas accompagnée d'une évolution de l'organisation politique, démocratique et administrative française, créant *de facto* une opposition récurrente entre État et territoires.

La combinatoire entre ces deux éléments s'est donc avérée néfaste alors qu'elle aurait pu représenter la traduction politique la plus naturelle pour la social-démocratie.

À cela s'ajoute la phase de la mondialisation qui, en modifiant en profondeur les sociétés occidentales (désindustrialisation, extrême spatialisation des situations socioéconomiques) et en créant des entreprises non connectées à un pays et à ses règles, a considérablement affaibli les

compromis entre capital et travail.

De plus, la montée en puissance des thèses néolibérales chez un nombre important de décideurs occidentaux, concomitante à la perte d'influence des théories keynésiennes, a instillé l'idée – contestable dans le cas de la France – que le dissensus économique n'existe plus et que les gouvernants partagent tous une même vision.

Enfin, paradoxe de la modernité occidentale, c'est bien l'avènement d'une société d'individus qui remet en cause le message universel porté. Dans le cas de la social-démocratie, cette montée en puissance des aspirations individuelles s'est traduite par une opposition entre approche sociale faiblissante et approche sociétale croissante aboutissant à une fracturation de ces soutiens entre ses deux logiques.

Ces cinq dynamiques combinées ont eu pour conséquence de fragiliser le clivage gauche-droite, amplifié par la chute du bloc de l'Est, et de progressivement exacerber les tensions entre familles de pensée au sein des organisations politiques. Pour la social-démocratie, l'affaiblissement de sa méthode et le brouillage durable du message historique dans lequel elle s'intégrait l'ont peu à peu disqualifiée pour répondre aux enjeux charriés par le basculement vers le XXI^{e} siècle. Les tentatives, rares, de proposer une évolution idéologique et doctrinaire ont été rendues difficiles par l'incapacité des organisations politiques à prendre la véritable mesure d'une telle combinatoire. De ce point de vue, les chemins multiples pris par les sociaux-démocrates depuis 2016 ne peuvent être analysés que par les seuls prismes de l'opportunisme ou de la dérive idéologique. Face à une situation apparaissant comme bloquée pour beaucoup, les logiques d'appartenance tendent à ne plus être efficaces…

Face aux ruptures du XXI^{e} siècle

C'est donc déstabilisée, tant dans son objectif d'émancipation que dans sa méthode du compromis, que la social-démocratie a dû affronter les grandes ruptures portées par le XXI^{e} siècle : numérisation de la société, révolution technoscientifique, urgence environnementale et tensions démographiques et migratoires.

Effectivement, concernant la digitalisation de la société, qu'il s'agisse de l'*encapacitement* des citoyens *via* les réseaux sociaux – qui confère le lancement du mouvement des « gilets jaunes » ou des marches pour le climat –, de l'économie avec la naissance d'entreprises monde – GAFAM, BATX – et le développement de la plateformisation, ou encore de la finance – avec la finance à haute fréquence –, la présence de la machine fait profondément évoluer notre société dans l'ensemble de

ses aspects et impose une réponse politique nouvelle et adaptée.

Ensuite, la révolution technoscientifique, qui comprend la conjonction des avancées en nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives (NBIC), fait percevoir des solutions jamais envisagées jusque-là dans de nombreux domaines, comme la santé ou la lutte contre la pénibilité au travail, tout en faisant naître des craintes multiples : place de l'intelligence artificielle (IA) dans nos vies, robotisation, développement d'idéologies comme le transhumanisme, autant de sujets politiques nouveaux qui doivent être pris en compte et qui dépassent les clivages traditionnels.

Concernant l'urgence climatique, la publication du troisième rapport du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) en 2001 a marqué le début d'une prise de conscience progressive sur le lien entre activité humaine et évolution climatique. Depuis cette date, et à mesure que paraissent les rapports sur le climat, la biodiversité ou les conséquences du dérèglement sur l'activité humaine, une urgence croissante se fait sentir dans la société. D'abord cantonnée aux organisations se revendiquant de l'écologie politique, la prise en compte de cette urgence commence à toucher les organisations généralistes sans qu'une doctrine précise n'apparaisse.

L'après chute du bloc de l'Est a aussi entraîné une évolution de l'ordre mondial aux conséquences fondamentales pour l'Union européenne et les pays qui la composent. Après l'hyperpuissance américaine, comme l'avait théorisé Hubert Védrine, nous nous retrouvons dans une phase de montée en puissance de la régionalisation des rapports et de renfermement des États-Unis, déjà engagée lors des mandats de Barack Obama et exacerbée avec l'élection de Donald Trump.

Enfin, les tensions démographiques et migratoires se sont exacerbées. Le passage de 7,5 à 10 milliards d'habitants d'ici 2050 et les projections asymétriques entre régions du monde vont avoir un effet amplificateur sur les questions liées à l'environnement, à l'économie, aux crises sanitaires et militaires. Par conséquent, une dynamique migratoire nouvelle – intrarégionale et extrarégionale – marquera immanquablement la période, ce qui devrait interroger les sociétés occidentales qui n'ont pas fait preuve de sang-froid face aux précédentes et infimes vagues.

Face à ces quatre ruptures fonctionnant en combinatoire, la social-démocratie déjà fragilisée s'est trouvée dans l'incapacité de proposer une grille de lecture et, plus encore, de porter une position sur ce qui doit être accompagné, débattu, combattu. Parallèlement, c'est le message historique dans lequel s'inscrivait la social-démocratie qui s'est trouvé dénaturé : *l'homo œconomicus* du XX^{e} siècle, marqué aussi par les progrès technologiques du XXI^{e}, représente-t-il cet « homme

émancipé » de la modernité occidentale ?

C'est bien cette conjonction d'une famille qui n'a pas été en mesure d'adapter sa méthode et de confronter son idéal historique aux grands changements du XX^{e} siècle qui se retrouve, de fait, immobile face aux ruptures du XXI^{e}, posant ainsi la question de la mort clinique de la social-démocratie.

Une multiplication des clivages qui déboussole

L'âpreté de la dernière campagne présidentielle et la dichotomie affichée entre « ancien » et « nouveau » mondes ont pu faire dévier une réflexion qui, pourtant, devrait être centrale pour toute personne désireuse de répondre à la complexité du temps. Et cette complexité, conséquence de l'interaction entre sujets issus du XX^{e} siècle et ruptures du XXI^{e} évoqués précédemment, ne pouvait se traduire autrement que par la multiplication des clivages. Trois clivages peuvent aujourd'hui être considérés comme centraux : le clivage droite-gauche qui demeure un axe structurant, même s'il n'est plus monopolistique, le clivage entre « ouverture » et « fermeture » au monde. Gens de « quelque part » contre gens de « nulle part », bloc élitaire contre bloc populaire, mondialisme contre national-populisme. Ce clivage, principalement lié aux effets de la mondialisation, est en passe lui aussi de devenir structurant. Bien que déjà ancien, comme l'atteste la « résistible ascension » » du FN, on semble redécouvrir son existence à chaque scrutin : référendum sur le TCE, Brexit, élection de Donald Trump… L'élection présidentielle de 2017 a cependant marqué une première puisque son second tour a clairement opposé un candidat revendiquant son ouverture à une candidate nationale-populiste. Enfin, le clivage entre écologie réformiste et écologie radicale. Ce troisième clivage structurant est le plus récent et pourrait rapidement venir perturber encore un peu plus le paysage politique. Si, aujourd'hui, tout impétrant à l'onction du suffrage universel se déclare écologiste, la dichotomie entre deux visions de l'écologie va rapidement apparaître. Entre une vision de l'écologie compatible avec l'économie de marché, la production, voire avec une certaine forme de croissance et une vision rejetant le capitalisme, l'économisme ou encore le profit, entre les omnivores et les végans, les spécistes et les antispécistes, les divergences vont rapidement structurer le corps électoral.

À ces trois clivages centraux doivent être ajoutés deux clivages dont la portée est parfois sujette à débat mais qui devraient, dans un futur proche et suivant la promptitude à prendre en compte les raisons de leur existence, voir croître leur importance.

Le premier concerne le clivage entre partisans et opposants du concept d'« insécurité culturelle ». Dans une période incertaine, où le discours républicain manque de souffle, cette question mêlant

place de la République, soutien à la laïcité, vision assimilationniste ou multiculturaliste de la société peut fragmenter une société déjà soumise au doute. Le déni reproché à certains pourrait nourrir le populisme qui verrait en ce clivage, associé à celui entre gagnants et perdants de la mondialisation, l'outil le plus efficace de la conquête du pouvoir. La social-démocratie, qui n'a jamais véritablement été capable de prendre des positions tranchées sur les questions régaliennes comme la laïcité, l'immigration ou la sécurité, est particulièrement déstabilisée par ce clivage.

Le deuxième clivage concerne celui entre progressistes et conservateurs sur les questions liées à la révolution technoscientifique. Place de l'intelligence artificielle (IA) dans notre société, niveau d'automatisation des tâches, rapport à la mort *via* le transhumanisme, ces questions émergentes risquent très vite d'hystériser le débat public dans un contexte de société d'individus.

La social-démocratie et les organisations politiques

Ces défaites idéologiques et la difficulté pour la social-démocratie de se positionner sur un échiquier politique mouvant sont les causes principales de son échec. Mais celui-ci s'est aussi construit dans les difficultés rencontrées par les sociaux-démocrates à exister en tant que tel au sein d'un appareil politique. L'objet de la présente note n'est pas d'aborder ce sujet. Aussi, seules deux considérations seront avancées, laissant à chacun sa propre réflexion.

Dans la période actuelle, marquée par l'accélération du temps et la décomposition politique, l'objet « organisation politique » est en perpétuelle évolution. Les réflexions sur ses missions, son format, sa gouvernance ne peuvent se penser qu'en intégrant la conjoncture.

Le fonctionnement des partis traditionnels a pu générer un sentiment de défiance au cœur même des appareils. Les postures, ou le jeu des acteurs, pour reprendre un terme de sociologie politique, ont amené les représentants des différentes familles de pensée à nouer des alliances contre-nature, à privilégier le contrôle ou la conquête de l'appareil, à tout négocier pour s'assurer une désignation… Difficile alors d'incarner la confiance à l'extérieur quand l'interne obéit à de telles logiques.

La thèse de cette note repose donc sur la fin de la social-démocratie telle que nous l'avons connue, voire pratiquée. Incarnation de la décomposition d'un univers politique, elle semble toute désignée pour être sacrifiée sur l'autel d'une époque révolue. Pour autant, cette disparition annoncée ne s'accompagne pas de celle d'un réformisme désireux de jeter des ponts entre univers différents, au profit de l'émancipation des individus. Symbole de la décomposition, la social-démocratie peut également servir de point de départ pour la recomposition politique dans notre pays qui, à ce jour,

n'a véritablement pas commencée.

Mais elle peut servir à la recomposition politique

Combattre la radicalité

La conséquence de cette multiplication des clivages est la partition de la société et, de fait, de l'électorat. Qu'on la considère en archipel, en tribus ou individualisée, la société française monte en tension à mesure que de plus en plus de citoyens se ressentent comme isolés au sein d'un groupe toujours plus étroit. La radicalité qui naît de cette tension, qu'il s'agisse des discours comme des actes – il suffit de voir les agressions commises dans le cadre de la campagne des municipales –, rend toute construction d'un commun de plus en plus difficile.

La crise du coronavirus est venue exacerber ces tensions, entre emplois à forte valeur sociale et emplois à forte rémunération, individus mobiles et individus immobiles, dichotomie entre pouvoir d'achat et vouloir d'achat… La partition de la société française, conséquence de la difficulté pour nos représentants de répondre à la complexité de notre époque, y est apparue dans toute sa force.

Dans ce contexte, et de manière paradoxale, la capacité de la V^{e} République à permettre l'élection d'un président de la République sur une base électorale toujours plus étroite ne fait que renforcer ce cercle vicieux et nourrit les dynamiques populistes. Les prochaines années pourraient donc être traversées d'une violence sociale croissante et d'une radicalité de plus en plus importante dans les réponses politiques émanant des partis contestataires. La pression sera maximale sur toutes les familles de pensée aspirant à mener la destinée de la Nation. Le sens des responsabilités et la capacité à rendre intelligibles les différentes dimensions de la complexité et des chemins à emprunter pour en faire un atout seront au cœur des travaux à mener.

Dans ces conditions, recréer un sens partagé au sein de la société devient un impératif. Comment, en effet, partager avec l'ensemble des Français le niveau de complexité du temps et l'imbrication entre sujets du XX^{e} siècle et dimensions de la mutation que l'on connaît depuis la fin de celui-ci ? Comment, surtout, réussir à transformer le climat de défiance qui caractérise les rapports entre les citoyens – de plus en plus armés pour agir individuellement – et leurs représentants, condition *sine qua non* sans laquelle aucune prise en compte de la complexité n'est envisageable ?

Les ruines de la social-démocratie pourraient servir de base pour reconstruire une vision réformiste et émancipatrice : elle reposait sur une méthodologie qui tentait, tant bien que mal, d'associer des pans entiers de la société, elle tentait de comprendre les attentes contradictoires

de ceux-ci afin d'en tirer un compromis acceptable. Il serait donc possible de repenser une approche s'inscrivant dans la même veine, à condition, bien sûr, d'engager un nombre inédit de chantiers idéologiques, programmatiques et stratégiques permettant de réinventer un mouvement émancipateur.

Les chantiers idéologiques à engager pour construire

L'ampleur des travaux à engager semble herculéenne, c'est un fait. Mais le contexte dans lequel nous évoluons tous et que cette note a tenté de rappeler semble être un moteur suffisamment puissant pour mobiliser les volontaires autour de nombreuses questions à traiter.

Quel rapport à la mondialisation ?

L'exacerbation des tensions internes aux pays occidentaux, liée aux inégalités associées à la mondialisation, l'émergence de puissances régionales, le recours de plus en plus fréquent à des mesures protectionnistes et la fragilité des instances internationales de régulation – comme on a pu le voir avec la crise liée à la Covid-19 – forment aujourd'hui un cadre réflexif face auquel il n'est pas possible de s'extraire. Le « nouveau clivage » opposant ouverture et souverainisme doit être pris en compte. Quelle position des réformistes pétris d'émancipation doivent-ils adopter à son sujet ?

Quel rapport à l'économie de marché ?

Les tenants de l'émancipation de l'individu ont tendance à pencher vers le matérialisme, s'accommodant assez aisément de la société de consommation. La révolution écologique vient percuter frontalement cette tendance, en posant des questions liées à l'utilisation des ressources naturelles, au coût énergétique de production et au transport des produits manufacturés. De la même manière, la croissance, comme indicateur de dynamique économique, est interrogée par les questions environnementales. Lier émancipation individuelle, transitions écologique et économique, nouvelle forme de calcul des résultats économiques, sociaux et environnementaux est en passe de devenir un enjeu politique de premier ordre. Celui-ci doit-il passer par une réinvention radicale de notre modèle économique ou une évolution de l'actuel ? La réponse à ces questions constituera un angle essentiel de l'ossature programmatique de cette nouvelle famille réformiste.

Quelle position européenne ?

Problème autant que solution, la construction européenne était au cœur de l'engagement social-démocrate. La prédominance de l'élargissement sur l'approfondissement aura eu raison de sa

capacité à porter un message véritablement européen. Pour autant, dans un contexte de fragmentation de la mondialisation et d'attentes de réponses fortes aux problématiques liées à l'actuelle mutation, l'option européenne peut demeurer pertinente. Comment, en effet, répondre à des États-continents comme la Chine, l'Inde, la Russie ou les États-Unis ? Comment échanger avec des multinationales aussi puissantes que les GAFAM ou BATX ? Comment gérer en même temps l'urgence climatique, les conséquences de la révolution technoscientifique ou encore les dynamiques démographiques mondiales ? Seul l'échelon européen peut y parvenir, à condition que les réformistes de demain ne cèdent pas aux réflexes passés qui ont consisté à jouer les « bons soldats » de l'Europe au risque de basculer dans l'abîme avec elle… Assistera-t-on au retour de la fédération d'États-nations ?

Quelle articulation entre jacobinisme et girondisme ?

Dans le cadre d'une politique de la complexité, et au regard des sujets à traiter au niveau international comme au niveau local, la question de la juste articulation entre ce qui relève de l'État et ce qui relève des territoires sera centrale pour permettre la naissance d'une famille de pensée réformiste en phase avec les attentes, les besoins et les capacités des citoyens. Incluant de fait un travail puissant de réforme de l'État comme de décentralisation, y compris au niveau du bloc communal. *In fine*, c'est bien l'articulation entre ce qui relève du bloc communal, des régions, de l'État et de l'Union européenne, dans une optique de complexité, qui devra être pensé.

Quel rapport à la République et aux questions identitaires ?

L'insécurité culturelle est, qu'on le déplore ou non, un nouveau marqueur politique. Celui-ci a toujours rebuté les tenants d'une social-démocratie conséquente, parce qu'il pouvait rapidement glisser vers des positions frôlant la xénophobie ou parce que certains d'entre eux étaient bien plus attachés à la démocratie qu'à la République. Question de parcours… Aujourd'hui, il est bien difficile de s'en tenir à ce détachement, tant une partie de la population s'interroge sur les enjeux identitaires. Pour répondre aux tensions, il sera important de penser la meilleure manière d'affirmer les principes républicains dans un contexte de complexité et, plus encore, de reconstruire le discours que la République entend proposer à l'ensemble des citoyens et résidents en France.

Quelle position vis-à-vis de la révolution technoscientifique ?

Il faut reconnaître à Benoît Hamon d'avoir tenté de présenter aux Français une vision sur ce sujet. Car la technologie ne fait pas uniquement rêver, elle inquiète. L'incertitude qui l'accompagne ne peut amener la population à s'y fier en toute circonstance. Pis, elle vient nourrir une vision du progressisme comme dynamique sans fin et sans but, mue par le progrès technologique. Le

réformisme à venir devra trouver son chemin entre un progressisme sans limite et un conservatisme absolu.

Quelle vision des dynamiques démographiques et des migrations ?

La conjonction entre démographie galopante dans certaines zones du monde, problématiques économiques, crises sanitaires, environnementales ou militaires va immanquablement impacter les dynamiques migratoires, qu'elles soient régionales ou transrégionales. L'actualité récente doit servir de leçon et amener les réformistes à adopter une position claire et argumentée sur le sujet, les atermoiements risquant d'amplifier les tensions autour de ces questions.

Une doctrine à refonder

Derrière ces questions idéologiques, c'est bien la définition d'une doctrine réformiste qui doit être le centre des réflexions, celle-ci pouvant s'articuler autour de trois axes majeurs.

Quelle vision du progrès ?

Se revendiquer progressiste ne fait plus recette. Et pour cause. La vision occidentale de la modernité a, certes, débouché sur un enrichissement de l'ensemble de la planète et le développement de démocraties libérales, mais il est également porteur de questions de plus en plus lancinantes sur son but réel et le sens qu'il propose à la vie en société. L'apparition des enjeux environnementaux, amenant la question de la conservation de notre planète, n'a fait que renforcer ce sentiment d'inachevé. À quel niveau le réformisme de demain devra-t-il placer le curseur du progressisme ? Le conservatisme honni jusque-là ne deviendra-t-il pas une partie de la solution pour maintenir l'émancipation individuelle ?

Quelle intégration des paradigmes portés par la mutation ?

L'accélération portée par la révolution technoscientifique, le combo montée en capacité/montée en revendications des individus et l'urgence associée à la révolution environnementale sont des paradigmes portés par la mutation de notre monde. Ne pas les prendre en compte aboutirait à l'échec de la famille réformiste, ses réponses n'étant pas en phase avec les dynamiques profondes de l'époque. Les prendre en compte imposera de repenser totalement la manière d'aborder les sujets, les processus de décision et de mise en application des politiques publiques, ajouter encore un niveau de complexité.

Quelle méthodologie adopter pour mobiliser acteurs et citoyens ?

À nouveaux enjeux, clivages, paradigmes, nouvelle méthodologie. Si le compromis entre

représentants n'est plus envisageable, pour les raisons évoquées ci-avant, la question de la manière d'emmener acteurs économiques, sociaux et citoyens doit être au cœur de la réflexion des réformistes. Parce que la défiance, si puissante dans notre pays, a totalement élimé la force du verbe et de l'engagement politiques. Parce que, dans une époque complexe et incertaine, la méthode devient aussi importante que le but recherché. Le compromis, si cher à la social-démocratie, devra être remplacé par une autre vision. Une société d'individus, au sein de laquelle le collectif est régulièrement considéré comme suspect, où les concessions réciproques deviennent quasiment impossibles faute de confiance pourra difficilement baser son fonctionnement sur le compromis.

En guise de conclusion

Les initiatives politiques vont se multiplier dans les prochaines semaines, ici pour soutenir l'actuelle majorité, là pour s'y opposer. Les tenants de la social-démocratie se trouvent divisés entre ces deux rives, les inimitiés tactiques ou personnelles les amenant à radicaliser leur position. Il y a pourtant urgence. La récente crise liée à la Covid-19 a amplifié les dynamiques qui traversent notre société et risque, à terme, de profondément la radicaliser. Les combats électoraux, dans ces conditions, apparaissent bien futiles, tout comme la construction artificielle d'un clivage entre deux camps, le fameux « eux et nous », pour tenter de remporter une élection. Pis, on ne sent pas la classe politique – dans son ensemble – suffisamment préparée à la gestion de la complexité. Dans ces conditions, les questions stratégiques et tactiques, qui ne manqueront pas d'advenir, doivent passer au second rang pour que les réformistes éclaircissent d'abord leur doctrine, leur idéologie, leur programme. Et qu'ils retrouvent le sens premier de leur existence. Pour ce faire, ils devront d'abord acter l'échec de la social-démocratie telle qu'ils ont pu y participer puis, et ce n'est pas un moindre mal, ils devront surmonter leurs parcours divergents afin de penser ensemble. En seront-ils capables ? Cette note les invite à confronter leur point de vue, première marche vers un dialogue fécond.